

Paroles de « dévalués »

DE janvier à avril 1994, tout au long d'un terrain de recherches du Sénégal au Mali, il était difficile d'échapper à la question de la dévaluation. Après les justifications des responsables économiques et politiques, les analyses scientifiques, vient ici en témoignage le temps des paroles africaines (1).

« C'est toujours le consommateur qui trinque »

La dévaluation est avant tout ressentie fortement par toutes les couches de la population comme une amputation terrible de leur pouvoir d'achat, suite à la hausse des prix des denrées de première nécessité. Chacun est confronté aux affres de la vie quotidienne et à l'obligation de restreindre sa consommation alimentaire, notamment en milieu urbain.

Mais, pour l'ensemble de la société, c'est surtout la santé qui constitue un point névralgique : « *Si tu as un enfant malade, dis-toi que cet enfant-là va mourir, parce que tu n'es pas capable de payer.* »

Face à cette situation, beaucoup de gens s'en remettent à Dieu, paralysés par un sentiment d'impuissance face à un phénomène qu'ils ont du mal à comprendre dans toutes ses implications : « *Cette situation est à mettre sur le compte de la volonté divine. Que le bon Dieu nous donne la force et les moyens de la supporter et de la dépasser.* »

Les discours à propos de dévaluation, qui tournent toujours autour de la cherté de la vie, du manque d'argent et de sa perte de valeur, d'où la difficulté accrue de gagner sa vie, dessinent une société à deux vitesses : « *La vie est toujours injuste avec ceux qui sont sur le droit chemin. Il n'y a que les voleurs et les menteurs qu'elle récompense. On nous incite simplement à aller mendier.* » A travers cette révolte verbale s'exprime toute l'incompréhension du « *pourquoi ils l'ont fait* ».

Ils, c'est avant tout la France et les gouvernants des États concernés.

« Ça arrange la France mais pas nous »

La dévaluation est perçue comme une « dévalisation », telle qu'on la surnomme à Dakar, opérée par la France et pourquoi pas à son profit. *« Ça a été imposé par la France, mais malheureusement ça ne nous arrange pas. Ça arrange la France mais pas nous. » « Dévaluer, c'est votre monnaie (le franc français) qui a augmenté ; nous ça a diminué. » « Ils ont dévalué pour eux ou bien peut-être qu'ils ont des difficultés... »*, une ironie qui cache parfois le sentiment que l'Afrique est maudite, abandonnée de tous : *« La dévaluation, c'est pour nous les Africains, mais pas pour eux là-bas. Pourquoi ? »*

La dévaluation est vécue comme une trahison de la France, *« La France nous a lâchés, la France nous a trahis »*, une France qui ne se préoccupe plus de ses responsabilités historiques : *« Moi, je suis né avant l'indépendance, donc je suis français. Maintenant, la France veut nous laisser alors qu'on a tué tous mes parents à la guerre. »*

Les discours renouent même parfois avec les thèmes d'une Afrique continuellement exploitée, mère nourricière de l'ancienne métropole. Cela rejoint l'idée fortement répandue que la dévaluation du F CFA n'est intervenue que pour soutenir le Franc français : *« C'est la France qui est aidée et assistée. Pour deux francs investis chez nous, la France en retire quatre ou cinq. »* Dans cette logique, *« La France colonisatrice vient de prouver encore qu'elle n'est pas un partenaire sûr. »*

Si la dévaluation est perçue comme relevant de la responsabilité de la France, elle est aussi un aveu d'échec des gouvernants : *« Dire que la France a trahi les Africains ne traduit rien que notre naïveté, notre fatuité. Il serait plus juste d'accuser les gouvernants africains de n'avoir pas jeté les bases d'une véritable autonomie. »*

« Il y a un échec des autorités africaines parce qu'elles ne connaissent pas les réalités de leur pays »

A propos de la dévaluation, le principal reproche fait aux gouvernants est de n'avoir rien expliqué aux populations. La dévaluation est alors l'occasion d'une remise en cause plus large des dirigeants, rappelés à leur devoir de démocratie : *« Ceux qui nous gouvernent prennent les décisions sans le consentement du peuple. Normalement, c'est le peuple qui est la majorité. On doit discuter avec eux avant de faire quoi que ce soit. Il n'y a pas eu de consensus entre le gouvernement et les populations. Ça a été décidé à Dakar. »*

La dévaluation permet donc de stigmatiser l'éloignement des diri-

(1) Les textes entre guillemets sont extraits d'entretiens réalisés au Sénégal et au Mali, et de la lecture de la presse quoti-

dienne sénégalaise (*Sud-Quotidien*, *Walfadjri*, *L'aurore*, *Le Soleil*).

geants, leur ignorance ou leur non prise en compte des conditions de vie réelles de leurs populations, préoccupés qu'ils sont de leurs seuls intérêts. « *Comment le gouvernement qui est supposé être conscient de la réalité du pays, peut-il prendre la grave responsabilité d'augmenter les prix des denrées de première nécessité ?* », remarque fréquemment entendue, alors que pourtant le gouvernement sénégalais, entre autres, avait adopté justement des mesures pour limiter la hausse.

Il s'ensuit même parfois une critique sévère des politiques suivies par les gouvernements concernés. « *Quand on s'endette uniquement pour consommer, on finira par rendre gorge, et c'est le cas aujourd'hui. Cependant les véreux politiciens toujours là qui en sont responsables, sont à l'abri et le peuple trinque.* »

« Chacun pense désormais à sa propre famille »

Au-delà du discours globalisant, on s'aperçoit que les attitudes envers la dévaluation et ses conséquences peuvent être aussi relativement différenciées selon les interlocuteurs.

Si au début, certains commerçants en ont profité pour augmenter démesurément leurs tarifs ou provoquer des pénuries par rétention des produits pour faire grimper les prix, ils ont subi par la suite la baisse du pouvoir d'achat de leurs clients. « *On n'a rien vendu. Le secteur du commerce se portera plus mal encore.* »

Parmi ceux qui subissent de manière indirecte les effets de la dévaluation, il y a jusqu'aux mendiants qui en tiennent compte de manière étonnante dans leurs sollicitations : « *Malgré la dévaluation, hommes de Dieu, venez en aide à un homme qui a besoin de votre assistance. Le Seigneur vous le rendra un jour* », essayant de contrer le fait que depuis la dévaluation, les gens donnent moins.

Qu'en est-il des paysans considérés comme les gagnants de l'impératif du « consommer local », né de la dévaluation ? S'il est vrai qu'au Sénégal, les prix au producteur de l'arachide et du coton ont été respectivement augmentés de 43 et de 30 %, il en va autrement pour les producteurs de riz de la vallée du fleuve Sénégal. Avec la dévaluation, le coût de production du paddy en culture irriguée est monté de 35 % alors que le prix au producteur n'a été augmenté que de 6 %. Ainsi, ces agriculteurs se demandent si « *Au moment où l'État a tout intérêt à diminuer ses importations de riz, au moment où on claironne le "consommer sénégalais" pour réussir la dévaluation, est-ce judicieux de surdévaluer la vallée du fleuve et de tuer ceux-là mêmes qui doivent produire ce qu'il faut consommer ?* ». Ils ne voient que « *des difficultés qui s'accumulent faisant du paysan l'éternel exploité, à l'avenir sombre* ».

Les émigrés en France quant à eux, dont la dévaluation devrait

avoir considérablement augmenté le pouvoir d'achat, refusent de porter la responsabilité de cette mesure et de ses conséquences sur la population. Ils s'indignent d'être considérés comme des « *vaches à lait* » par les gouvernements. Suite à l'augmentation du timbre passeport, l'Union des travailleurs sénégalais en France s'insurgeait contre cette décision qui « *alimente l'idée que les émigrés sont des privilégiés qu'on peut racketter sans rien craindre* ».

Dans ces pays où l'émigration joue un grand rôle et constitue une porte ouverte salvatrice dans les esprits, certains n'acceptent pas l'impression qu'avec la dévaluation, on veut les empêcher de partir : « *ils ont barré la route pour pas que nous les Africains, on parte là-bas* ».

« Notre miroir, c'est l'extérieur »

Mais la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, mise en évidence d'une manière accrue par la dévaluation, est très différemment ressentie.

Certains refusent ce renvoi à eux-mêmes, et qu'on leur impose de « *se contenter avec les produits qui sont produits ici* », signe d'une exclusion aussi bien physique que symbolique de l'espace monde.

Cependant, d'autres revendiquent ce repli sur le continent, combattant le fait que « *la seule idée actuellement, c'est de ramasser le maximum de CFA pour encore importer les mêmes produits et plonger encore pour toujours dans une dépendance vis-à-vis de l'extérieur* ».

« *La dévaluation a ce mérite de se remettre en question pour mieux repartir.* » Pour ces intellectuels, la dévaluation devrait être l'occasion « *de se remuer, de tourner le regard vers nos voisins africains qui offrent des potentialités énormes et de tourner le dos à nos mécènes* ». La dévaluation pourrait donc constituer la base d'un nouveau départ, et offrir « *la possibilité de réussir l'intégration sous-régionale ou même africaine* ».

Mais, en définitive, face à la dévaluation de sa monnaie, ressentie avant tout comme une fatalité, c'est toute une population qui se sent « *dévaluée* ».

« *Taisez-vous donc, vous êtes dévalués* » devient la plaisanterie courante face à toute ineptie verbale ou comportementale.

Ainsi, au lieu des explosions sociales attendues, la dérision, en tentant de désamorcer l'inquiétude, dessine aussi les contours d'un nouvel espace de revendication.

Paule Dupraz
CEAN

La dévaluation est là, il faut s'y faire

L'Afrique vient encore une fois de plus de subir un choc. Choc que les peuples ont du mal à supporter, d'autant plus que leur niveau de vie était à la limite du seuil minimum.

La France colonisatrice vient de prouver encore qu'elle n'est pas un partenaire sûr, c'est pourquoi l'Afrique doit se ressaisir. La dévaluation est là, il est inutile de se lamenter ou de pleurnicher, il faut faire face et trouver des alternatives crédibles et durables. Et pourtant nous étions avertis il y a plusieurs décennies par de grands hommes tels que l'éminent professeur Cheikh Anta Diop qui en parlant de l'Afrique disait : « Seul l'État fédéral est viable » et l'honorable président Nkrumah de renchérir en disant « Africa must be united ». Alors aujourd'hui tout un chacun a le devoir d'encourager nos gouvernants à avancer vers une intégration politico-économique sous-régionale et africaine.

Chemin faisant il faut réfléchir sur la création d'une monnaie africaine autonome, compétitive et convertible. Nous avons le devoir de briser les frontières léguées par la conférence de Berlin. Chaque chef d'État africain doit céder une parcelle de son pouvoir pour qu'enfin l'unité africaine puisse voir le jour. La France en parlant de l'Afrique dit souvent : « Nous n'allons pas les laisser tomber. Nous allons les aider. Nous allons les assister ».

Mais en réalité qui assiste qui ? Qui aide qui ? N'est-ce pas récemment que la France sollicitait le soutien de l'Afrique au sommet « franco-africain » dans sa lutte au sein du Gatt ? N'est-il pas démontré que c'est la « France » qui est aidée et qui est assistée, car chaque franc injecté en Afrique lui rapporte 2, voire 5 ou 10 fois sa valeur ? A qui profitent les détournements des dirigeants africains ? N'est-ce pas encore à la France ? Eh, petits messieurs, arrêtez votre hypocrisie et votre tricherie, vous avez assez humilié les Africains.

Lors d'une interview (19 janvier 1994 à 6 h 30) à RFI, en Afrique du Sud, Alain Juppé, Ministre des Affaires étrangères affirme que la « France » est une puissance à vocation africaine. Une puissance à vocation africaine, c'est quoi même ? Allez savoir ! Les fils d'Afrique doivent avoir comme credo le travail et le travail bien fait, et refuser les facilités qui ne nous honorent pas. Il n'y a meilleure richesse que l'homme ; redonnons l'espoir à nos peuples pour que les compétences s'expriment. Il est urgent que nous retrouvions notre dignité et l'enthousiasme qui seront à la base du développement de notre Afrique mère. Il est temps en Afrique qu'émergent de nouveaux Samory, des Lat Dior, des El Hadji Omar, des Sérigne Touba, des Aline Sitoé... des Sankara pour que l'Afrique retrouve sa fierté.

Sanfa Diallo

*Étudiant panafricaniste dans Sud Quotidien,
Dakar 8 février 1994*

La dévaluation est notre « soutoura »

(...) La dévaluation est venue nous secouer dans notre flegme naturel, notre paresse, notre oisiveté. Elle est venue nous défier dans notre amour propre, notre « soutoura ». Les esprits sont troublés, l'inquiétude s'installe. Sur les

visages se lit facilement l'incertitude de ce que sera demain. Les uns en parlent à cœur ouvert, les autres préférant cogiter intérieurement.

L'affolement aidant, la peur s'installe. L'analphabétisme intellectuel, l'incompréhension, la méconnaissance conduisent les gens à se lancer dans la spéculation et l'inflation. L'ampleur, l'appât du gain les déraisonnent. La spéculation et cette inflation actuelle ne sont dictées que par le simple objectif d'amasser l'équivalent financier qui pourrait permettre éventuellement de se payer le même objet, venant de l'extérieur, qui coûtait hélas deux fois moins cher.

C'est dommage mais parfois notre réflexion est limitée. On ne voit pas loin. Notre seule idée actuellement, c'est déplorable, mais il faut le reconnaître, c'est que nous cherchons par tous les moyens, bafouant les règles du jeu économique, à ramasser le maximum de CFA pour encore importer les mêmes produits qui ont eu le privilège de nous avoir plongés dans ce chaos économique. Il est bon parfois de se maîtriser, de réfléchir calmement avant de prendre des décisions qui risquent de nous plonger encore pour toujours dans une dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Nous avons beaucoup souffert de cette dépendance et nous continuons d'en souffrir. Elle a fait de nous des aliénés. Notre miroir c'est l'extérieur. Non ! Nous avons notre identité, notre propre personnalité, notre propre culture.

Ne voyons pas seulement ce côté négatif de la dévaluation. Pourquoi cette peur ? Cette inquiétude ? C'est vrai qu'elle va être très dure pour nous tous. Prenons le temps de réfléchir, de voir les côtés positifs de la dévaluation pour relever ce défi qui semble être la fin du monde chez le commun des Sénégalais. Cette dévaluation a le mérite de nous taquiner.

La dévaluation nous offre des atouts. Il nous faut savoir les saisir, bataillant durement contre la conjoncture et la paresse, et chercher d'être productif quelque part. Cherchons ! La dévaluation, si on le veut, peut être une perte considérable pour nos mécènes. Il suffit qu'on le veuille. Si nous diminuons nos importations, si les Sénégalais changent leurs habitudes et leurs vices vis-à-vis des produits venant de l'extérieur, ce sera une baisse importante du chiffre d'affaires de ceux qui nous ont imposé la dévaluation.

En contrepartie, pendant ce temps, on pourra essayer de chercher, de créer des choses vendables sur le plan international en tenant compte de la qualité, seule garantie de la réussite.

Vous allez peut-être me dire que les moyens ne sont pas là, qu'il faut les emprunter. Mais ce qu'on perd de vue, c'est que nous ne pouvons pas continuer à vivre dans l'esclavage et réussir, il nous faut un tant soit peu se serrer la ceinture, dépendre d'abord de nos propres forces.

(...) Essayons un tant soit peu de nous remuer, de tourner ensuite notre regard vers nos voisins africains qui nous offrent des potentialités énormes et tournons le dos à nos mécènes, temporairement. Laissons-les le temps de souffler et nous reviendrons avec force si nous le voulons vraiment.

Il nous faut corriger nos vices, nos habitudes ; il y a beaucoup de choses que nous pouvons trouver et faire par nous-mêmes, pour nous-mêmes et ensuite pour les autres. La dévaluation a ce mérite de nous donner la chance de se remettre en question pour mieux repartir.

Mohammed Willier

Parcelles assainies dans Walfadjiri, l'Aurore,
Dakar, n° 577, 16 février 1994

Les journées de galère

L'aggravation de la chute du pouvoir d'achat du fait de la dévaluation cause d'innombrables difficultés aux mendiants ; c'est-à-dire que tendre la main pour recueillir l'aumône des gens a cessé de rapporter gros aux handicapés de tous genres. Ceci est valable aussi bien pour les mendiants dont la zone de prédilection se trouve être le centre ville que ceux évoluant en banlieue.

Au terminus « El Malick », près du marché Sandaga, il est devenu fréquent d'entendre un mendiant préciser dans ces litanies : « Malgré la dévaluation, hommes de Dieu, venez en aide à un homme qui a besoin de votre assistance. Le Seigneur vous le rendra un jour ». En fait la crise persiste au niveau de cette catégorie sociale qui ne peut s'attendre à ... des mesures d'accompagnement. « Depuis ce matin jusqu'à maintenant (à 16 heures), je n'ai reçu que 55 francs, alors qu'auparavant je recevais en moyenne 1 000 francs par jour », lâche sur un ton désabusé Madior Kébé, aveugle mendiant depuis plusieurs années. Visiblement plus chanceux que lui, Amadou Kâ, originaire de l'arrondissement de Baba Garage dans la région de Diourbel, avait 200 francs au moment de notre passage devant la pharmacie de la Patte d'Oie où il « travaille ». Lui a une explication à cette période de vaches maigres : « auparavant, soutient-il, les gens nous donnaient de la petite monnaie qu'il leur reste après avoir payé le billet du car rapide ; maintenant ce n'est plus le cas, car on doit donner une pièce complète (par exemple 100 francs) pour aller en ville, donc il n'y a plus de monnaie à donner.

Pourtant, comme nombre d'handicapés qui mendient pour vivre, Amadou Kâ doit faire face à des obligations sociales dont le loyer, la dépense quotidienne... A en croire certains de nos interlocuteurs, il pèse sur nombre de mendiants une menace d'expulsion pour arriérés de location. Toujours est-il que, selon Monsieur Farba Faye, un aveugle s'exprimant dans un bon français, « les handicapés sont actuellement très coincés. Ce n'est pas parce que les Sénégalais ont perdu la foi ou quelque chose du genre, mais ils sont devenus plus pauvres. Et chacun pense d'abord à sa propre famille ». Ancien aide-préparateur en pharmacie, puis boulanger jusqu'en 1986, manutentionnaire à Express Transit, manœuvre à l'IPM de BP et ayant obtenu le BEPC en 1966 à Kaolac, il poursuit : « Les temps ont vraiment changé. La dévaluation et son cortège de malheurs sont venus spécialement s'acharner sur nous. De 1991 où j'ai commencé à mendier à nos jours, j'en ai vu des choses. On risque tous de craquer. Car de la part des pouvoirs publics, nous ne voyons jamais de secours ni d'assistance. Rien. Absolument rien ».

Parmi eux, il y en a qui entretiennent des familles restées au village ou ailleurs en ville, tel cet handicapé qui affirme avoir attendu 5 mois pour réunir l'argent nécessaire pour faire faire à son épouse une radiographie à l'hôpital Le Dantec.

Tel autre mendiant souligne qu'il se rendra de moins en moins dans son village natal car « le billet est devenu plus cher alors que mes revenus baissent tout le temps ».

Néanmoins, ça et là, on s'accroche à la suite des négociations syndicats-gouvernement pour une augmentation des salaires, ce qui pourrait améliorer leur ordinaire. « Nous sommes aveugles, certes, mais nous écoutons la radio et on parle avec les gens des grand-places, là où nous mendions », affirment nos interlocuteurs pour répondre à notre surprise. En attendant de savoir le

montant de cette hausse des salaires et le comportement de ceux qui leur viennent en aide, les mendiants galèrent chaque jour un peu plus.

Ibrahima Sakho

dans Walfadjiri, l'Aurore, Dakar, n° 592, 7 mars 1994

Sanction et avertissement

Après le coup de massue asséné aux économies de la Zone franc et les légitimes lamentations et interrogations qui s'en suivent, deux phénomènes « nouveaux » sont apparus, rendant le statut quo problématique :

1) La Zone franc ne peut être viable que si la politique économique des États qui la composent est parfaitement coordonnée surtout au niveau de sa composante endettement-investissement productif.

2) Les contraintes de ratio imposées aux Banques centrales, par les autorités monétaires françaises, ne permettent pas d'avoir, dans la Zone, une réelle politique du crédit pour favoriser l'investissement et sortir de notre état de sous-développement. Nous vivons un perpétuel encadrement du crédit, avec des taux d'intérêt élevés, qui ne tiennent pas compte de nos capacités propres de financement.

Mais comment nous en sommes arrivés là ? Quelles sont les conséquences immédiates ? Quels sont les objectifs, en matière de politique industrielle et économiques, visés par ceux qui nous ont contraints à cette purge ?

Économiquement, la parité antérieure du F CFA, celle de 1948, ne se justifiait plus depuis longtemps si on se réfère à l'évolution des agrégats macroéconomique, au niveau global, des pays de notre Zone, comparés à celle du Franc français. Pendant que les agrégats français évoluaient généralement positivement, dans la Zone du F CFA, c'était la stagnation ou l'éboulement. Si on agrège les données des 14 pays de la Zone F CFA sur la période 1986-1992, on observe un désinvestissement net, une importante baisse du taux de croissance par tête d'habitant, une croissance plus importante des importations par rapport aux exportations (le déficit commercial se creuse), un endettement équivalent au PNB sans faire cas d'un taux d'inflation toujours égal à deux chiffres. Quand tous ces clignotants sont au rouge, la dévaluation est inévitable. D'ailleurs, si la parité du F CFA était déterminée par les lois du marché, depuis longtemps on aurait une monnaie de singe. Cette situation s'explique principalement par une gestion gabegie des ressources empruntées, des détournements, etc.

Donc, quels que soient les inconvénients, la garantie de convertibilité, assortie d'un taux de change fixe, qui nous est accordée, est indispensable. Un agent de la Banque de France, dans un entretien téléphonique, m'a avoué qu'il y avait trop de pouvoir d'achat monétaire oisif appartenant à des Africains et détenus à l'étranger : c'est pourquoi on a dévalué, certes, mais ce n'est pas la seule raison. C'est la politique d'endettement et l'utilisation faite de ces dettes par les dirigeants africains qui nous ont conduits à cette situation. Quand on s'endette uniquement pour consommer, on finira par rendre gorge et c'est le cas aujourd'hui. Cependant, les véreux politiciens, toujours là, qui en sont responsables, sont à l'abri et le peuple trinque.

Tous les gouvernements dans la Zone se sont précipités au devant des médias, après le sommet de Dakar, pour prendre des engagements sur les salaires et sur l'évolution future des prix des denrées comme le riz, l'essence, le sucre, etc.

sous prétexte que les bailleurs leur ont fait des promesses de liquidités immédiates pour amortir les difficultés des populations. Contenir les hausses des prix, mais jusqu'à quand ? Ces mêmes bailleurs exigeaient récemment une politique de vérité des prix sur ces denrées suscitées, des baisses des salaires et des licenciements. Ces gens ont-ils changé de politique ? Pourquoi ce virage immédiat ? Il faut être maboule au second degré pour croire que les fonds qui vont être débloqués par les bailleurs et Bruxelles, au total moins de 4 milliards de FF, seront suffisants pour maintenir les prix à leur niveau antérieur et favoriser une certaine relance économique au niveau des 14 États. Pour un raisonnement plus juste, on devrait soustraire l'aide de Bruxelles qui est déjà contenue dans les accords ACP. Elle est indépendante de la dévaluation ; seulement elle était bloquée et utilisée comme moyen de pression.

Kyrielle de mensonges grotesques sans états d'âme, concertés entre bailleurs et emprunteurs, les prix vont inéluctablement augmenter sauf si le taux des taxes baisse proportionnellement au taux de la dévaluation. Et d'ailleurs la baisse des taxes ne sera pas suffisante car c'est la principale source de financement des budgets nationaux ; les denrées sont payées en devises, le taux de dévaluation qui s'appliquera au F CFA, hors Zone, est de 100 %. Les détenteurs de F CFA ne pourront plus acheter des biens neufs d'investissement à l'étranger et l'Afrique sera transformée en marché de biens d'occasion. Les dirigeants de la Zone franc doivent comprendre qu'il y a un virage dans la politique africaine de la France et des bailleurs. M. Balladur disait, dès son arrivée à Matignon, que la France avait trop de problèmes pour se permettre des largesses à l'extérieur.

Actuellement, la France est gouvernée par des aristo-technocrates, sevrés dans le libéralisme économique, qui ne s'embarrassent pas de responsabilité historique envers nous. Nos dirigeants sont naïfs et stupides, mais en politique il faut toujours essayer d'analyser et de cerner les motivations et la philosophie politiques de nos partenaires. L'ère de l'enrichissement des rois nègres est révolue, nous disent les Français. Pour le moment, les bailleurs cherchent à initier une autre forme de coopération qui consistera à favoriser l'éclosion et le financement des projets privés communs pour faire transiter l'argent par les gouvernements. C'est ce qu'ils appellent la coopération avec les peuples. Ils n'ont plus confiance aux gouvernants. Dans l'immédiat, pour le cas du Sénégal, cette opération ne nous apportera pas grand-chose, sauf peut-être en matière de tourisme. Je ne vois pas comment la dévaluation pourra tirer nos exportations, qui ont une élasticité très faible par rapport aux prix, ou attirer des capitaux étrangers dans une Zone où non seulement le taux de croissance est nul, mais les opportunités d'investissement n'existent pas.

Maintenant, il faut préparer l'avenir en harmonisant les politiques économiques des pays de la Zone, diversifier et renforcer notre coopération industrielle avec les pays de l'Asie du Sud-Est qui peuvent nous aider à asseoir une industrie à faible intensité capitalistique, utilisatrice de main-d'œuvre peu qualifiée, réfléchir et coopérer sur une production de substitution aux denrées importées. La dévaluation a pour but essentiel de freiner les importations et de modifier notre mode de consommation. Si nous ne prenons pas garde, c'est la garantie de la convertibilité qui va sauter la prochaine fois, et tout le système avec.

Mamadou Goumbala

*travailleur émigré en France
dans Sud, n° 279, Dakar le 7 mars 1994*